Synagogues d'Algérie, du cliché orientaliste à l'effacement

Valérie Assan

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/tsafon/3849>

DOI : 10.4000/tsafon.3849

ISSN : 2609-6420

Éditeur

Association Jean-Marie Delmaire

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2021

Pagination : 109-124

ISSN : 1149-6630

Référence électronique

Valérie Assan, « Synagogues d'Algérie, du cliché orientaliste à l'effacement », *Tsafon* [En ligne], 81 | 2021, mis en ligne le 01 juillet 2021, consulté le 15 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/tsafon/3849> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/tsafon.3849>

Synagogues d'Algérie, du cliché orientaliste à l'effacement

Valérie Assan*

Deux images sont fréquemment associées à la présence juive en Algérie. Tout d'abord, un cliché de la grande synagogue d'Alger, située place Randon, devenue dans l'entre-deux-guerres place du grand rabbin Abraham Bloch¹. De l'extérieur, c'est un bâtiment blanc construit sur un plan carré, surmonté d'un dôme octogonal qui lui donne, tout comme ses portes aux arcs outrepassés, un faux air de mosquée. Inaugurée le 19 septembre 1865, elle devint aussitôt l'emblème du judaïsme algérois, alors que de nombreuses autres synagogues existaient dans la capitale ; à tel point qu'une fois reconvertie en lieu de culte musulman et rebaptisée mosquée Ibn Farès au lendemain de l'indépendance algérienne, elle fut et continue encore aujourd'hui à être couramment appelée « *Djamaâ lihud* » (la mosquée des juifs). Tout aussi célèbre est la grande synagogue d'Oran, la plus vaste du Maghreb, inaugurée en 1918 : tout en regardant, elle aussi, du côté de l'orientalisme par ses chapiteaux de style hispano-mauresque et ses deux tours-minarets, elle obéit à un plan basilical comme certaines synagogues du monde germanique, et la symétrie des tours qui la flanquent, de même que les vitraux en rosace de la façade, évoquent une

* Membre du Groupe Sociétés, Religions, Laïcités (GSRL, UMR 8582, CNRS – EPHE, PSL).

¹ Abraham Bloch (1859-1914) fut successivement rabbin à Remiremont, grand rabbin d'Alger et de Lyon. Tué, selon certains témoignages, par un éclat d'obus près de Taintrux alors qu'il apportait un crucifix à un blessé catholique, il est entré dans la légende comme un symbole de l'« Union sacrée » (Jean-Philippe Chaumont et Monique Lévy (dir.), *Dictionnaire biographique des rabbins et autres ministres du culte israélite : France et Algérie, du Grand Sanhédrin (1807) à la loi de Séparation (1905)*, Paris, Berg International, 2007, p. 158-159).

cathédrale². Popularisée par des clichés pris sous différents angles, elle est devenue le symbole le plus imposant de la présence juive au Maghreb central à l'époque coloniale.

Alger. Synagogue de la place Randon.
© MAHJ. CP/0674.

² Sur ces synagogues, voir notamment : Dominique Jarrassé, « Deux synagogues monumentales : Alger, Oran », dans Anne-Hélène Hoog (dir.), *Juifs d'Algérie*, Catalogue de l'exposition présentée au Musée d'art et d'histoire et du judaïsme de janvier 2012 à mars 2013, Paris, Skira – Mahj, 2012, p. 210-214. Pour une étude de l'architecture de plusieurs synagogues d'Algérie, voir : *Id.*, *Une histoire des synagogues françaises. Entre Orient et Occident*, Arles, Actes Sud, coll. « Hebraïca », 1997, p. 253-258. Voir les cartes postales d'autres synagogues en fin d'article. Je remercie le Musée d'art et d'histoire du judaïsme (MAHJ Paris) et la bibliothèque de l'Alliance israélite universelle (AIU Paris) de m'avoir autorisée à publier ces cartes postales et photographies.

Oran. La synagogue. Carte postale adressée au Général Denner.

Au verso : « Oran, le 1 mars 1922. Mon cher Général et ami,

Voici la nouvelle synagogue d'Oran que vous désiriez tant.

Mes bien sincères amitiés pour vous et toute votre honorable famille. E. Darinon ».

© MAHJ. CP/D.01.055.

Autres images, autres lieux. Des bâtiments de taille généralement plus modeste, mais considérés comme dignes d'intérêt touristique ou, en tout cas, comme révélateurs d'un certain pittoresque de l'Algérie française³ : « Tlemcen – Synagogue du Rabb – Jour du Grand Pardon », « Orléansville – La synagogue », « Sétif – Intérieur de la synagogue [sic] », « Constantine – La Ghriba », synagogues de Tiaret, Miliana, Aïn-Temouchent, Boghari, Souk-Ahras, Laghouat... Longtemps ignorées et délaissées⁴ parmi les innombrables cartes postales anciennes des marchés à la brocante, ces images sont désormais diffusées sur le Web, notamment par le biais de sites d'originaires d'Algérie arrivés en France après l'indépendance algérienne. Comme tout cliché, ces photographies font

³ Parmi la dizaine de cartes postales conservées au Musée d'art et d'histoire du judaïsme (Paris), deux furent envoyées à leur famille par des appelés du contingent pendant la guerre d'Algérie.

⁴ Voir toutefois : Gérard Silvain, *Images et traditions juives : un millier de cartes postales (1897-1917) pour servir à l'histoire de la Diaspora*, Paris, EDDL, 2001 (1^{ère} éd. : 1980) ; *Id.*, *Sépharades et Juifs d'ailleurs*, préfaces de Henry Méchoulan et de Jacques Taïeb, Paris, Adam Biro, 2001.

apparaître certaines réalités autant qu'elles en masquent d'autres. Pour l'historien en effet, ces documents, au-delà de la nostalgie qu'ils véhiculent souvent, sont révélateurs d'un moment à la fois bref et décisif dans l'histoire de la présence juive en Algérie : car c'est pendant la seconde moitié du XIX^e siècle – ce qui est peu au regard des deux mille ans de présence juive au Maghreb – que la plupart des synagogues de l'époque contemporaine furent bâties en Algérie⁵. Or, cette période fut aussi celle de bouleversements profonds pour le monde juif algérien. Comme on propose de le montrer, la construction de ces édifices culturels puis leur devenir en Algérie coloniale et postcoloniale peuvent être étudiés comme des révélateurs de la place de la minorité juive dans les sociétés concernées⁶.

Des lieux de culte longtemps invisibles

Sans remonter jusqu'à la période médiévale, durant laquelle les juifs du Maghreb connurent un sort qui varia selon le degré de tolérance et de fanatisme religieux des dynasties musulmanes qui s'y succédèrent à partir de la fin du VII^e siècle, rappelons seulement qu'à la veille de l'occupation française, la majeure partie du Maghreb central est, depuis le début du XVI^e siècle, partie intégrante de l'Empire ottoman⁷. Dans la Régence d'Alger, comme ailleurs en terres d'islam, les juifs ont, de même que les chrétiens et en tant que peuple du Livre, un statut particulier, celui de *dhimmi*. Ce statut, qui ne fut jamais sanctionné par un texte mais consiste plutôt en un ensemble de coutumes transmises depuis les premiers temps de l'islam, garantit aux juifs et aux chrétiens protection, liberté de culte, ainsi qu'autonomie en matière judiciaire et en matière de statut personnel. Outre qu'il leur confère un statut inférieur, il les soumet à un impôt spécifique et à toutes sortes de mesures discriminatoires, ce qui n'exclut pas une certaine intégration sociale⁸.

⁵ Sur les traces archéologiques de la présence juive au Maghreb à l'époque romaine voir notamment : Yann Le Bohec, « Juifs et judaïsants dans l'Afrique romaine. Remarques onomastiques », *Antiquités africaines*, n° 17, 1981, p. 209-229.

⁶ Pour une présentation plus détaillée voir : Valérie Assan, *Les Consistoires israélites d'Algérie : « l'alliance de la civilisation et de la religion »*, Paris, Armand Colin, 2012.

⁷ Oran est sous domination espagnole entre 1509 et 1708, puis entre 1732-1790 (sur les juifs d'Oran à cette période, voir : Jean-Frédéric Schaub, *Les Juifs du roi d'Espagne. Oran 1507-1669*, Paris, Hachette coll. Littératures, Paris, 1999).

⁸ Michel Abitbol, *Le Passé d'une discorde : Juifs et Arabes du VII^e siècle à nos jours*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2003 (1^{ère} éd. : 1999), p. 35-36 ; Mark Cohen, « L'attitude de l'islam envers les juifs, du Prophète Muhammad au Pacte de 'Umar », dans

Si les non-musulmans sont tolérés, leur présence dans le tissu urbain doit se faire discrète : leurs synagogues et les autres constructions de leurs quartiers ne doivent pas être plus hautes que les mosquées. C'est pourquoi les lieux de culte juifs sont rarement reconnaissables extérieurement. Insérées dans la *hara*⁹, importantes par leur nombre, les synagogues consistent le plus souvent en une vaste pièce située dans la maison d'un particulier, néanmoins ouverte à de nombreux fidèles, lesquels s'y rassemblent les jours de fêtes religieuses. Signes de l'influence de leur propriétaire sur la communauté, elles ont chacune une identité propre, liée à l'histoire de celui qui la possède. Ainsi donc, difficiles à identifier pour les voyageurs occidentaux, les synagogues expriment toute la richesse et la pluralité qui composent le judaïsme algérien : aux *toshavim*, juifs présents et convertis depuis l'époque romaine, se sont joints, en 1391, puis 1492, des *megorashim* (exilés) chassés de la Péninsule ibérique par l'Inquisition.

Aux côtés de ces synagogues propriétés privées, quelques édifices, souvent plus vastes et plus anciens, appartiennent au *kahal* (communauté) : c'est le cas, par exemple, de la Ghriba de Bône, de la Sla Rabbi Messaoud de Constantine, ou encore de la synagogue du Rab à Tlemcen¹⁰. Des récits plus ou moins merveilleux sont attachés à plusieurs d'entre elles. Ainsi, la synagogue algéroise de la rue Sainte aurait une charpente et une *tebah* (estrade) « faites des bois et des mâtures des vaisseaux espagnols détruits par la tempête à l'embouchure de l'[Oued] El Harrach », offerts aux juifs par le dey d'Alger en remerciement de leurs prières après l'échec de l'expédition d'Alger menée par Charles-Quint en 1541¹¹.

Centre névralgique de la vie communautaire, parce qu'elle est à la fois lieu de prière (*beth-knesset*), maison d'étude (*beth-midrach*) et, pour certaines d'entre elles, siège du tribunal rabbinique (*beth-din*), la

Abdelwahab Meddeb et Benjamin Stora (dir.), *Histoire des relations entre juifs et musulmans des origines à nos jours*, Paris, Albin Michel, 2013, p. 58-71.

⁹ *Hara* : quartier juif en Algérie et en Tunisie. C'est le terme de *mellah* qui est utilisé dans l'ouest algérien et au Maroc.

¹⁰ La synagogue du Rab tire son nom du rabbin Ephraïm Enkaoua (1359-1442), né à Tolède et exilé en 1391 à Tlemcen où il fut inhumé. Comme les rabbins Isaac Bar Chechet Barfat (Ribach) et Simeon Ben Tsemah Duran (Rachbats), qui apportèrent avec eux une série de codes et de traités d'application de la Loi juive, son nom est associé à la renaissance du judaïsme au Maghreb central sous l'effet de l'arrivée des exilés d'Espagne chassés par la Reconquista.

¹¹ Henri Chemouilli, « Le voyage en Algérie », *Information juive*, n° 250, 16 avril 1975, p. 1-2.

synagogue suscite, à partir du milieu des années 1840, l'attention de la puissance colonisatrice et d'un nouvel acteur en Afrique du Nord, le Consistoire central des israélites de France.

Bâtir des synagogues : le moment consistorial

Sous l'effet des demandes réitérées des instances du judaïsme français dans les années 1830 et 1840, un système consistorial est instauré en Algérie sur le modèle des consistoires israélites départementaux en place depuis 1808 sur le territoire français¹². Par une ordonnance royale du 9 novembre 1845, trois consistoires sont institués dans la colonie, celui d'Alger (appelé Consistoire israélite algérien) ayant autorité sur les consistoires dits « provinciaux » de Constantine et d'Oran (conformément aux divisions administratives de la puissance coloniale). Toutefois, à la différence des consistoires de France métropolitaine, le Consistoire algérien est rattaché, du moins dans un premier temps, non pas au Consistoire central des israélites de France, mais au ministère de la Guerre, compétent pour toutes les affaires algériennes¹³. Nullement anodine, cette nouvelle organisation a pour effet de placer le culte israélite d'Algérie dans le système concordataire jusqu'à la loi de Séparation¹⁴ : reconnu par la puissance française, celui-ci est à la fois contrôlé et entretenu financièrement par celle-ci, ce qui, comme on va le constater, a des implications sur les synagogues.

En effet, la nouvelle législation prévoit tout d'abord l'interdiction des oratoires privés et le contrôle, par le consistoire, du budget des

¹² Phyllis Cohen Albert, *The Modernization of French Jewry: Consistory and Community in the nineteenth Century*, Hanover N. H., Brandeis University Press, 1977 ; Valérie Assan, *Les Consistoires israélites d'Algérie...*, *op. cit.*

¹³ Le Consistoire israélite algérien passe sous l'autorité du ministère des Cultes à partir de 1848. Il disparaît en 1867, les trois consistoires des départements d'Alger, Oran et Constantine étant désormais placés sous la tutelle du Consistoire central des israélites de France.

¹⁴ La loi du 9 décembre 1905 devient applicable à l'Algérie par un décret présidentiel du 27 septembre 1907. Sa mise en œuvre, toutefois, connut un certain nombre de dérogations dans la colonie, que ce soit pour l'islam, le catholicisme, les cultes réformés ou le judaïsme (voir par ex. : Raberh Achi, « La laïcité en situation coloniale. Usages politiques croisés du principe de Séparation des Églises et de l'État en Algérie », dans *La Justice en Algérie (1830-1962)*, Actes du colloque tenu les 22 et 23 octobre 2002 à la BNF, Association française pour l'histoire de la justice, Paris, La Documentation française, coll. « Histoire de la justice », n° 16, 2005, p. 163-176 ; Oissila Saaïdia, « L'antichlérisme, 'article d'exportation' vers l'Algérie ? », dans dossier « Laïcité, séparation, sécularisation 1905-2005 », coord. par Jean-François Chanet et Denis Pelletier, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2005/3 (n°87), p. 101-112.

synagogues – un terme qui est, dans la correspondance administrative, synonyme tantôt de « communauté juive », tantôt de « lieu de culte ». Or, comme on l'a indiqué précédemment, dans les métropoles, les synagogues dites « particulières » (propriétés privées) sont la norme : elles s'élèvent à plus d'une vingtaine à Alger et Oran, à une quinzaine à Constantine. De plus, les revenus de ces oratoires privés, constitués du produit de la vente aux enchères des *mitsvoth* (honneurs), sont parfois très importants tout en échappant à la communauté.

Or, en dépit du contrôle exercé par les autorités préfectorales, les présidents des consistoires rechignent à demander la fermeture de certains de ces oratoires privés. Tout d'abord, parce qu'en cas de fermeture les lieux de culte sont en nombre insuffisant (à Alger, en outre, plusieurs synagogues ont été détruites en même temps que toute une partie du quartier Bab-Azoun). D'autre part, il apparaît que certains membres laïques et présidents de consistoires, qui sont pour la plupart issus de familles de notables exerçant diverses responsabilités communautaires déjà à l'époque ottomane, sont aussi propriétaires d'une synagogue et n'ont pas intérêt à perdre non seulement une source de revenus, mais aussi un vecteur de leur influence. Bien plus, à Oran en particulier, la chronique de certaines affaires – comme celle de la synagogue Benhaïm dans les années 1850 – fait apparaître que les synagogues privées cristallisent les rivalités entre notables et même de véritables luttes des clans qui se disputent le leadership de la communauté juive.

Dans ces conditions, tous les oratoires privés ne furent pas fermés en dépit de la réglementation en vigueur et il est bien difficile de savoir pour quels motifs, autres que privés, certaines synagogues, qualifiées de « clandestines » par les autorités préfectorales, perdurèrent ou furent rouvertes, sinon que les mentalités évoluaient lentement et que les propriétaires de synagogues, qu'ils fussent « consistoriaux » ou non, n'entendaient pas renoncer à leurs anciennes prérogatives. De ces querelles, il ne reste nulle image, mais d'épais dossiers d'archives. Cette persistance d'anciens habits, perçue par l'administration française et par les rabbins alsaciens et lorrains membres des consistoires comme un indice de résistance à la modernisation, coexistait néanmoins avec de nouvelles manières de faire.

En effet, selon l'article 17 de l'ordonnance du 9 novembre 1845 organisant les consistoires, les réparations et les constructions de synagogues furent, comme en France métropolitaine, inscrites au nombre

des frais généraux des consistoires¹⁵. C'est dans ce cadre réglementaire qu'en moins d'un demi-siècle sont bâties dans toute la colonie vingt nouvelles synagogues, avec ou sans l'aide d'une subvention publique : à Alger, ce sont la synagogue de la place Randon (inaugurée en 1865)¹⁶, puis celle de la rue Scipion (1878) et de l'impasse Boutin, mais aussi celle de la rue de Dijon (quartier de Bab-el-Oued), dite aussi synagogue Lebhar, du nom de Chaloum Lebhar, membre du consistoire qui avait fait don du terrain où le bâtiment fut édifié¹⁷, celles de Batna (1908), Belcourt (1905), Blida (1866), Bougie (fin des années 1890) ; à Constantine, la synagogue « El Haot » rue Saint-Cyprien (1862) et celle de la place Négrier (fin XIX^e siècle), ainsi que celles de Mascara (1896), Médéa (?), Mostaganem (19 juin 1857), Orléansville (*circa* 1890), Oran (18 mai 1866 et 12 mai 1918), Saint-Eugène (7 sept. 1893), Sétif (22 juillet 1853), Souk-Ahras (après 1890), Tébessa (1890), Tiaret (19 sept. 1900) et Tlemcen (*circa* 1905)¹⁸.

On n'entrera pas ici dans le détail du cheminement des demandes d'aide à la construction ou à la réparation formulées par les consistoires, compliquées en Algérie par la multiplicité des instances administratives chargées d'examiner et de transmettre les dossiers aux ministères compétents¹⁹. Retenons seulement que les services de l'État furent d'autant plus enclins à accorder un secours qu'ils purent constater l'ampleur du sacrifice financier consenti par la communauté juive concernée. De plus, les demandes de secours furent plus rarement accordées, ou pour des sommes moindres, à partir des années 1880, le gouvernement républicain ayant réduit le budget des Cultes en Algérie²⁰.

¹⁵ Selon une ordonnance du 21 août 1839, les édifices religieux devaient être appropriés au Domaine de l'État, mais la mesure, qui visait en fait les corporations musulmanes (biens *Habous*), ne fut pas appliquée aux synagogues, laissées aux communautés juives. Cependant, plus d'une fois l'État joua sur l'incertitude concernant la propriété des édifices collectifs pour se dégager de ses obligations et refuser des subventions pour des réparations.

¹⁶ Voir *supra*.

¹⁷ AN, F19 11157, acte notarié de donation établi par Maître Henri Daget, 15 juillet 1891.

¹⁸ Concernant les demandes de subvention des communautés, transmises au ministère des Cultes par les consistoires, voir notamment : Archives nationales, F19 11156 ; Archives nationales d'Outre-mer, Algérie, département d'Oran, sous-série 3 U ; Archives du Consistoire central, 2 E.

¹⁹ Voir Valérie Assan, *Les Consistoires israélites d'Algérie...*, *op. cit.*, p. 298-306. Pour la procédure en France, voir : Dominique Jarrassé, *Une histoire des synagogues françaises...*, *op. cit.*, p. 98 ; *Id.*, *L'Âge d'or des synagogues françaises*, Paris, Herscher, 1991.

²⁰ Philippe Delisle, « Quelques réflexions sur le budget des Cultes dans les colonies françaises au XIX^e siècle », dans Jean-Michel Léniaud (textes rassemblés par) *Le Budget*

En matière architecturale, le parallèle avec les édifices bâtis à la même période dans l'Hexagone s'impose et n'étonne pas, dans la mesure où ce sont les mêmes architectes nommés par l'État qui en dessinent les plans de part et d'autre de la Méditerranée²¹. Toutefois, si certains édifices imitent les synagogues vernaculaires de l'Est de la France, le style orientaliste fait, en Algérie, écho aux édifices coloniaux construits par la France, comme la Grande Poste d'Alger (1910).

Émancipation et intégration

Outre qu'ils permirent de remédier en partie à l'insuffisance des lieux de culte, ceux-ci étant d'autant plus nécessaires que les synagogues de la colonie ne connaissaient pas la même désaffection qu'en France métropolitaine, les édifices synagogaux devinrent des emblèmes de la présence juive en Algérie coloniale. Or, leur visibilité nouvelle dans la ville doit également être mise en relation avec l'évolution du statut des juifs d'Algérie à cette période : « indigènes » sujets français comme les musulmans, ceux-ci furent faits citoyens par le décret du 24 octobre 1870, dit décret Crémieux.

Conçus par les autorités du judaïsme français comme le principal vecteur de la régénération de leurs coreligionnaires d'outre-mer, les consistoires israélites étaient avant tout pour l'État colonial un moyen d'administration d'une minorité qu'il percevait comme moins réfractaire à sa domination que la majorité musulmane. Signe de cette ambiguïté, le Consistoire central des israélites de France échoua de peu, en 1845, à convaincre le gouvernement de la Monarchie de Juillet d'accorder la citoyenneté française aux « israélites indigènes » de la colonie : l'article qui devait les émanciper fut biffé la veille de la promulgation de l'ordonnance organisant le culte israélite²². Alors que l'émancipation politique avait précédé l'instauration des consistoires en France, ce fut l'inverse en Algérie.

Dès lors, le Consistoire central assigna aux consistoires d'outre-mer une fonction de « régénération » des populations juives qu'il jugeait abâtardies par des siècles d'oppression. Seule une marche vers la modernité, autrement dit une occidentalisation des modes de vie et des

des Cultes, Matériaux pour l'histoire publiés par l'École des Chartes, 5, Paris, École des Chartes, 2007, p. 9-15.

²¹ Dominique Jarrassé, *Une histoire des synagogues françaises...*, *op. cit.*, p. 253-258.

²² Valérie Assan, *Les Consistoires israélites d'Algérie...*, *op. cit.*, p. 89-98.

mentalités, permettrait de mériter, en quelque sorte, la citoyenneté. La création d'un système consistorial en Algérie apparaît donc à la fois comme une déclinaison juive de la mission civilisatrice et une exportation outre-Méditerranée du modèle du franco-judaïsme, selon lequel les juifs, une fois émancipés, allaient devenir des citoyens de confession israélite, pleinement intégrés au corps social et politique²³. La plupart des rabbins alsaciens et lorrains envoyés en Algérie comme membres des consistoires adhéraient à cette vision. Dans cette perspective, la construction de nouvelles synagogues était un signe de l'aptitude des juifs algériens à se régénérer. Et si l'orgue est introduit dans peu de « temples », les femmes, qui ne fréquentaient pas la synagogue au Maghreb sauf pour la bénédiction du Grand Pardon, s'y voient réserver un espace séparé dont on s'enorgueillit lors des inaugurations²⁴.

Après 1870, la synagogue apparaît même comme le symbole architectural de l'égalité entre les cultes au sein de la République et entre tous les citoyens français :

Des quatre cultes reconnus et pratiqués en Algérie, le culte israélite est le seul qui n'ait pas encore, dans le pays, un temple en rapport avec l'antiquité de son origine, avec la grandeur de ses traditions, avec le nombre et la ferveur de ses adhérents. [...]

Aujourd'hui, devenus citoyens français, égaux en droit à nos compatriotes, entrés dans le concert fraternel du judaïsme d'au-delà notre mer, nous voulons donner à notre religion le légitime éclat dont elle doit être entourée.²⁵

L'insertion dans la ville symbolise également de manière ambiguë, comme en France métropolitaine, l'intégration des juifs dans la société coloniale européenne : la grande synagogue d'Oran est située à la lisière du quartier juif, sur le Boulevard National, l'une des principales artères de la ville²⁶. Devenues visibles, les synagogues ne sont pas à l'abri des

²³ Chantal Bordes-Benayoun et Patrick Cabanel (dir.), *Un modèle d'intégration : Juifs et israélites en France et en Europe XIX^e – XX^e siècles*, Paris, Berg International, 2004.

²⁴ Michel Aron Weill, *Inauguration de la synagogue de Mostaganem. Rapport au Consistoire algérien. Sermon de M. Michel A. Weill, grand rabbin d'Algérie*, Paris, Impr. De Giraudet et Jouaust, 1857.

²⁵ AN, F¹⁹ 11069, dossier Simon Kanoui, appel aux dons pour la construction de la grande synagogue d'Oran, lancé par le grand rabbin Isaac Bloch et le président du consistoire Simon Kanoui, 1878.

²⁶ Sur la construction de la grande synagogue d'Oran, voir : Paul Siksik, *La grande synagogue d'Oran : naissance, vie et mort d'une synagogue israélite en terre d'Algérie française*, mémoire de maîtrise préparé sous la dir. d'Ephraïm Riveline, Université Paris 8, 2001.

attaques, pillages et profanations tant de la part des « antijuifs » français de la colonie que des musulmans, les auteurs étant parfois difficiles à déterminer : appel à incendier les synagogues publié dans le journal du maire antisémite d'Oran Jules Molle en 1925, rouleaux de la Thora de la synagogue algéroise de la rue Sainte volés et brûlés en 1932, pillage rue de Dijon en 1936, etc²⁷.

De la synagogue vécue à l'effacement

Immédiatement adoptés par les fidèles et par les rabbins « indigènes » qui n'y exercent pendant longtemps que des fonctions subalternes, les nouveaux édifices deviennent partie intégrante du paysage communautaire et accueillent la ferveur religieuse des fidèles.

Pendant toute la période coloniale, ces bâtiments remplissent leur office et deviendront ensuite des lieux de la mémoire juive algérienne. L'empreinte consistoriale n'efface pas l'attachement des fidèles aux particularismes, lesquels reflètent que le judaïsme algérien est en fait pluriel, issu de migrations successives et d'influences multiples. Le romancier Albert Bensoussan, né en 1935, a évoqué non sans humour l'attachement de chaque synagogue à ses rituels, ses traditions et ses particularités linguistiques, les rabbins ashkénazes participant en quelque sorte au melting-pot judéo-algérien :

Au Grand-Temple de la place du Grand Rabbin Abraham Bloch, au milieu du marché Randon, à Alger, le rite était algérois, avec des livres spéciaux, le *mahzor* – ou rituel de Kippour – établi par le rabbin Morali, *dayan* [...] de la communauté d'Alger, était en usage dans ce lieu de culte ; mais avec des passages qui devaient être lus uniquement à la synagogue de la rue Boutin qui suivait le rite appelé « Gougenheim » – mais sans rien d'ashkénaze, que je sache²⁸. On ne chantait pas pareil rue Sainte où j'allais écouter le rabbin Cohen-Solal parce qu'il m'avait fait faire ce qu'on appelait alors « la communion », c'est-à-dire la *Bar-Mizva* – et rue Scipion où se rassemblaient, sous la houlette d'Élie Zerbib et du rabbin Kamoun,

²⁷ Israël. *Hebdomadaire national juif indépendant* (Le Caire), 11 déc. 1925, « Une nouvelle agitation pogromiste à Oran », *La Voix juive. Organe hebdomadaire du judaïsme intégral* (Alexandrie), 29 sept. 1932, « Une profanation » ; Archives de l'Alliance israélite universelle, Photothèque, « Alger. Scènes de pogrom », 1936.

²⁸ Les frères Marx et Lehmann Gugenheim, issus du judaïsme ashkénaze, présidèrent le Consistoire israélite algérien, le premier de 1847 à 1857, et le second de 1859 à 1862. Ils furent aussi administrateurs de la Banque d'Algérie (notices dans : Valérie Assan, *Les Consistoires israélites d'Algérie : l'alliance de la civilisation et de la religion*, thèse de doctorat préparée sous la dir. de Catherine Nicault, Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne, 2010, tome 3, p. 885).

futur aumônier en chef des Armées, les plus riches des commerçants de la rue de la Lyre et de la rue Bab-Azoun [...].

Au Grand-Temple d'Alger, le *Shamash* organisait les enchères en arabe pour tous les jours, mais, saisi par la *h'chouma* (la honte) de passer pour un indigène, il le faisait en français pour les solennités auxquelles assistait toujours le grand rabbin qui, lui, venu de Strasbourg – je parle de Maurice Eisenbeth –, récitait une fois l'an à la *Tébah* la lecture de la *Torah* et chantait en pur ashkénaze la bénédiction de Moïse à l'heure de sa mort, un passage qui nous donnait toujours un frisson, à cause de la sombre voix barytonnante du grand rabbin, et aussi à cause des *ta'amim* – ou signes musicaux – qui étaient si différents des nôtres.²⁹

Après les accords d'Évian du 19 mars 1962, la très grande majorité des 135 000 juifs d'Algérie se trouvent parmi les 800 000 Français qui traversent la Méditerranée. Le nombre de ceux qui s'installent en Israël est estimé à environ 10 000. Ceux qui font le choix de demeurer en Algérie sont environ 5 000 au lendemain de l'indépendance, autour d'un millier en 1970.

Après 1962 et le départ de la plupart des juifs, que deviennent les synagogues, dont certaines ont été dégradées pendant la guerre d'indépendance³⁰ ?

À Alger, les deux synagogues de la rue Sainte sont transformées, l'une en entrepôt, l'autre en maison d'habitation. Selon Roger Saïd (1928-2012), doyen du barreau de Blida (environs d'Alger), qui fut le représentant du judaïsme en Algérie de 1962 jusqu'à son décès, la population juive s'élève en 1975 à 800 personnes environ :

Il s'agit, pour la grande majorité, de Français de confession juive, restés en Algérie après l'indépendance. L'association consistoriale, dont les locaux sont toujours situés au numéro 9 de l'ex-rue Suffren, représente la communauté juive d'Alger et agit en son nom comme par le passé. [...] La seule synagogue que nous ayons conservée est celle de la rue de Dijon. Toutes les autres ont été prises en 1962. Dans cette synagogue, les offices sont régulièrement célébrés. Certes les assistants sont peu nombreux – mais combien de synagogues de provinces françaises

²⁹ Albert Bensoussan, *L'Échelle algérienne (voies juives)*, Paris, L'Harmattan, coll. « Écritures arabes », 2001, p. 86-88. Maurice Eisenbeth (1883-1958), grand rabbin de Constantine (1930-1932), puis d'Alger, est notamment l'auteur de plusieurs ouvrages d'érudition sur les juifs d'Afrique du Nord et d'un témoignage concernant la période de Vichy en Algérie (*Pages vécues*, Alger, Impr. Charras, 1945).

³⁰ La grande synagogue de la place Randon fut saccagée et pillée en décembre 1960 (Archives de l'Alliance israélite universelle, Fonds Jacques Lazarus, AP 64, dossier 3). Imputé au FLN, cet acte fut sans doute commis en fait par des activistes pro-Algérie française (Alice Cherki, « Alger, la capitale », dans Jean Laloum et Jean-Luc Allouche (dir.), *Juifs d'Algérie : Images et textes*, Paris, Éditions du Scribe, 1987, p. 50-79).

arrivent à peine à réunir le « menian » du samedi malgré une communauté juive importante !³¹

Quant à la grande synagogue d'Oran, elle est devenue en 1972, après sa nationalisation, la mosquée Abdallah Ben Salem, du nom d'un riche juif médinois converti à l'islam³². Certains chercheurs présentent ces reconversions comme étant reliées à la politique de récupération des églises catholiques et des temples protestants qui concerne 400 édifices cédés par la France à l'État algérien en une décennie³³. Cette politique relève sans doute de la volonté, de la part de l'État algérien, de tourner la page et rompre avec la période coloniale, au risque de confondre ce passé colonial avec une histoire beaucoup plus ancienne, celle de la présence juive en terre algérienne.

Dans les années 1980, le nombre des juifs en Algérie s'élève à quelques centaines d'individus, pour la plupart des personnes âgées, soutenues par le président du consistoire d'Algérie Roger Saïd et par sa sœur, l'écrivaine Line Meller-Saïd, représentante en Algérie de l'*American Jewish Joint Distribution Committee (Joint)*, organisation qui apporte une aide financière aux plus démunis.

L'absence de reconnaissance par l'Algérie d'une histoire partagée et d'un patrimoine commun à transmettre aux jeunes générations se double de la pression des islamistes. Pendant les années 1990 – « les années noires » – le gouvernement fait fermer les synagogues pour raison de sécurité, tandis que Joseph Belaïche, personnalité unanimement appréciée à Alger, est assassiné en janvier 1995³⁴. En juillet 2014, le Front Islamique du Salut (FIS) appelle à une manifestation contre la « judaïsation de l'Algérie » après l'annonce par le ministre des Affaires religieuses de la

³¹ « Une lettre du président de l'Association consistoriale israélite d'Alger [Roger Saïd] » (courrier des lecteurs), *Information juive*, n° 252, juin 1975, p. 4. Cet article est un droit de réponse à celui publié dans ce journal par Henri Chemouilli au retour d'un voyage en Algérie (voir *supra*).

³² Dalila Senkhadji Khat, « Les mosquées en Algérie ou l'espace reconquis : l'exemple d'Oran », *L'Année du Maghreb*, VI, 2010, p. 291-303.

³³ *Ibid.*

³⁴ Joseph Belaïche est le fils de l'ancien résistant et député Marcel Belaïche (voir Alice Piveteau, *Marcel Belaïche : Parcours d'un juif d'Algérie sous Vichy et la sortie de Vichy*, mémoire de Master 1 d'histoire préparé à l'université du Maine sous la dir. de Dominique Avon, 2014). Cet assassinat est précédé par celui de Raymond Louzoum, juif tunisien, en janvier 1994. https://www.lemonde.fr/archives/article/1995/01/24/le-gia-algerien-renouvelle-ses-menaces-contre-la-france_3837803_1819218.html, consulté le 9 avril 2021.

possible réouverture des synagogues du pays ; une perspective finalement abandonnée³⁵.

Depuis la disparition de Roger Saïd, la synagogue algéroise de la rue Scipion est devenue un magasin de vêtements, tandis que celle de la rue de Dijon, où étaient célébrés autrefois les mariages et dont le toit s'est effondré tandis que certains ornements de la façade ont disparu, tombe en ruine³⁶. Sur la Toile, les vieilles cartes postales numérisées deviennent des lieux de mémoire où se retrouvent les derniers juifs originaires d'Algérie.

Des synagogues d'Algérie, il reste aussi des objets de culte et des rouleaux de la Thora, emportés dans les bagages de certains rabbins et dirigeants communautaires et placés dans d'autres synagogues³⁷ : n'est-il pas vrai que dans le judaïsme, ce n'est pas l'édifice qui définit la synagogue, mais la présence d'une Thora et d'un *minyan*³⁸ ? Retracer le cheminement et les usages de ces objets vers d'autres lieux constitue un terrain d'enquête passionnant pour l'historien des migrations juives à l'époque contemporaine.

³⁵ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20140711-algerie-salafistes-contestent-reouverture-synagogues>, consulté le 9 avril 2021. Pour une comparaison avec la Tunisie, voir : Colette Bismuth-Jarrassé et Dominique Jarrassé, *Synagogues de Tunisie : Monuments d'une histoire et d'une identité*, Paris, Éditions Esthétiques du Divers, 2010, p. 309-311.

³⁶ Source : site judaicalgeria.com, consulté le 15 mars 2021.

³⁷ La synagogue parisienne des Tournelles, de rite constantinois, a ainsi accueilli des rouleaux de la Thora d'Algérie et d'Égypte à partir de la fin des années 1950. Je remercie Jean Laloum de m'avoir communiqué cette information.

³⁸ *Minyan* : quorum de dix juifs requis pour effectuer certaines prières.

Tlemcen. Synagogue du Rab. H. Séhéren, éditeur.
© MAHJ. CP/D/01.040/

Alger. 1936. Synagogue de la rue de Dijon, dite « synagogue des mariages ».
© Photothèque de l'Alliance israélite universelle.
Bibliothèque AIU.